



Assemblée parlementaire de l'OTAN

COMMISSION
DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SÉCURITÉ

BALKANS OCCIDENTAUX : ÉVALUATION
DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE

RAPPORT

Richard BENYON (Royaume-Uni)

Rapporteur

Sous-commission sur la transition et le développement

TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION : UNE RÉGION AGITÉE D'UNE IMPORTANCE CAPITALE POUR LA COMMUNAUTÉ TRANSATLANTIQUE	1
II.	LA PROMESSE DE L'ACCESSION À L'UE ET LA RÉALITÉ DE RÉFORMES SPORADIQUES	5
III.	FAIBLESSES ÉCONOMIQUES STRUCTURELLES DES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX	8
IV.	ENVIRONNEMENT SOCIO-POLITIQUE / RÉFORMES ET STABILITÉ MACROÉCONOMIQUES	12
V.	LA RUSSIE ET LES AUTRES INTERVENANTS EXTÉRIEURS	14
VI.	ENTRAVES À LA COOPÉRATION ET À L'INTÉGRATION RÉGIONALES.....	17
VII.	LA CRISE MIGRATOIRE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX	18
VIII.	CONCLUSIONS	19
	BIBLIOGRAPHIE.....	22

I. INTRODUCTION : UNE RÉGION AGITÉE D'UNE IMPORTANCE CAPITALE POUR LA COMMUNAUTÉ TRANSATLANTIQUE

1. Au cours des 15 dernières années, les pays des Balkans occidentaux n'ont pu que très difficilement, - et dans certains cas en partie seulement -, transformer leur économie socialiste en économie de marché et passer d'un régime ouvertement autoritaire à un système de gouvernance plus pluraliste. Cette transformation s'est déroulée dans des conditions excessivement pénibles, marquées par des tensions politiques, ethniques et confessionnelles, des conflits, des modifications de frontières, l'émergence de nouveaux États et de nouvelles institutions, ainsi que des problèmes persistants de mauvaise gouvernance, de corruption, d'instabilité politique et d'interventions opportunistes de puissances étrangères. Plusieurs de ces États peuvent aujourd'hui être considérés comme des démocraties antilibérales sous le joug d'un petit groupe de personnes qui contrôlent les médias, les institutions publiques et de larges pans de l'économie. La région supporte manifestement le fardeau de l'héritage de conflits, d'une instabilité régionale endémique et d'une impression persistante d'insécurité qui contribuent à perpétuer cet ordre démocratique intolérant. (Stojanovic).

2. L'Union européenne (UE), l'OTAN et leurs pays membres ainsi qu'une foule d'autres acteurs internationaux s'efforcent de défendre la paix et la stabilité dans la région, notamment par le biais d'un appui au développement post-conflit et à la transition économique, sans oublier la promesse, qui n'a pas encore été pleinement tenue à ce jour, d'une intégration aux structures euro-atlantiques. Les progrès dans ces domaines sont inégaux. Ainsi, si la Croatie et la Slovénie ont déjà adhéré à l'UE et à l'OTAN, l'Albanie et désormais le Monténégro à l'OTAN, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, l'ex-République yougoslave de Macédoine¹ et le Kosovo n'ont pas encore rejoint ces institutions, bien qu'ils soient, à quelques exceptions près et à des degrés divers, des pays candidats ou cherchant à établir des liens plus étroits avec elles. Les problèmes politiques continuent encore à secouer la région et compliquent ses relations avec l'UE et l'OTAN.

3. Les Balkans occidentaux restent une source de préoccupations particulières pour l'OTAN, qui s'est pour la première fois impliquée militairement dans la région à un stade précoce de la guerre en Bosnie-Herzégovine en 1992, puis lors du conflit au Kosovo. Actuellement, l'OTAN maintient une présence militaire dans les Balkans occidentaux par le biais de la Force pour le Kosovo (KFOR) et de l'opération Althéa en Bosnie-Herzégovine. Ses quartiers généraux à Sarajevo et à Skopje soutiennent les efforts de réforme de la défense de la Bosnie-Herzégovine et de l'ex-République yougoslave de Macédoine respectivement. L'OTAN dispose en outre d'un bureau de liaison militaire à Belgrade, qui s'occupe des aspects pratiques de la mise en œuvre de l'accord transitoire entre l'Alliance et la Serbie, et soutient la participation de celle-ci au programme *Partenariat pour la Paix* (PPP). Ces efforts promeuvent le dialogue et la coopération avec d'autres pays non membres de la zone euro-atlantique, notamment avec d'autres partenaires de la région.

4. Actuellement, la Serbie est le seul pays SEE6 (Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Slovénie et Serbie) qui ne manifeste aucun intérêt pour une accession à l'OTAN. L'opposition de la Serbie à cette perspective trouve en partie son origine dans les guerres des Balkans, durant lesquelles les forces et infrastructures serbes ont été prises pour cibles lors de la campagne aérienne menée en 1999 par l'OTAN, en vue de mettre un terme au conflit entre le régime de Milosevic et les Albanais du Kosovo. L'OTAN a par ailleurs visé les forces serbes de Bosnie en 1995, dans le cadre de l'opération *Deliberate Force* approuvée par l'ONU, pour saper les forces militaires qui avaient attaqué des zones de sécurité désignées par les Nations unies. L'idée d'une accession à l'OTAN n'est pas du tout populaire en Serbie et la perception de l'Alliance par l'opinion publique serbe ne cesse de se dégrader, bien que le gouvernement entretienne de bonnes relations avec l'Alliance. Les Serbes sont loin d'avoir oublié les bombardements de l'OTAN, qui continuent à conditionner leur opinion sur l'Alliance.

¹ La Turquie reconnaît la République de Macédoine sous son nom constitutionnel.

En République serbe de Bosnie (Republika Srpska), on constate également une forte opposition à l'accession à l'OTAN. Des signes indiquent par exemple que le gouvernement régional de Banja Luca bloque toutes réformes et mesures, telles que l'enregistrement des domaines militaires, afin d'empêcher la Bosnie de se rapprocher d'une adhésion. Cet enregistrement est une condition préalable indispensable pour que l'OTAN puisse proposer un Plan d'action pour l'adhésion (MAP) (AP-OTAN). De son côté, l'OTAN n'exerce aucune pression, sur quelque pays que ce soit, pour l'inciter à adhérer à son organisation, mais elle maintient une politique de la porte ouverte pour les pays intéressés par une adhésion à l'Alliance, qui ont entrepris les nombreuses réformes nécessaires pour appuyer leur candidature. Des articles mensongers diffusés par certains médias affirment pourtant que l'OTAN fait pression sur des pays pour qu'ils accèdent à l'Alliance, ce qui n'est évidemment pas du tout le cas.

5. Bien que l'OTAN joue depuis 20 ans un rôle essentiel dans le paysage militaire et sécuritaire de la région, l'Union européenne y mène, elle aussi, d'importantes missions de maintien de la paix et de police, tout en étant le premier acteur extérieur à soutenir les réformes économiques et de gouvernance. Avec des organisations financières internationales telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), l'UE cherche aussi à promouvoir un certain degré de convergence politique, économique et de gouvernance entre les Balkans occidentaux et les pays membres de l'Union européenne. Au cours de la première décennie qui a suivi la fin des guerres des Balkans, les SEE6 ont connu une formidable croissance de leur PIB, en moyenne proche de ou supérieure à 5% (Bonomi). Il va de soi qu'une grande partie de cette croissance était liée au caractère naturellement expansionniste de la reconstruction d'après-guerre, ainsi qu'à l'afflux du colossal soutien international apporté à la région. Réformes et libéralisation ont toutefois également joué un rôle, car ces pays ont finalement commencé à prendre les difficiles mesures vers la transition économique.

6. Parmi les pays qui ont succédé à la Yougoslavie, la Croatie et la Slovénie sont ceux qui ont le mieux réussi à combler l'écart avec les pays membres de l'UE, mais il est important de rappeler que toutes deux étaient relativement bien placées au départ. Le fait que ces deux pays aient été les premiers de la région à devenir membres de l'UE a été, en quelque sorte, une manière de reconnaître la rapidité de leur transition et l'efficacité de leurs plateformes de réformes ce qui, en fin de compte, a encouragé les investissements et une croissance supplémentaires. L'accession a évidemment apporté à la Croatie et à la Slovénie des privilèges plus importants encore, tels que l'accès au marché et la participation pleine et entière à des programmes exclusivement réservés aux membres de l'UE. En d'autres termes, les réformes que ces pays ont réussi à mener à bien ont déclenché un cercle vertueux, qui a contribué à les faire converger plus rapidement vers les normes économiques européennes. Malheureusement, malgré la perspective d'une accession éventuelle, la cadence des réformes et celle de la croissance économique sont enrayées dans la majeure partie de la région, suite à la crise financière de 2008. Les Balkans occidentaux semblent pris au « piège des faibles revenus » et la région apparaît incapable d'atteindre un rythme de croissance qui la rapprocherait rapidement des moyennes européennes. Plusieurs pays qui la composent se classent actuellement parmi les derniers dans l'« indice de rattrapage » (*Catch up Index*) de la *European Policies Initiative*².

7. Les années prospères des pays SEE6 ont d'ailleurs pris fin en 2009, lorsque la crise financière qui avait débuté aux États-Unis a commencé à miner la croissance dans toute l'Europe, entraînant presque l'effondrement de l'ordre monétaire européen. Cette crise a affaibli la croissance dans la zone euro, qui a connu une chute de 4,4 points du taux de croissance de son PIB réel en 2009 par rapport à 2008 (Eurostat). Alors que cet important marché était plongé dans une grave crise, les perspectives de croissance soutenue dans les Balkans occidentaux se sont

² L'« indice de rattrapage » (*Catch Up Index*) est un outil créé par la *European Policies Initiative* qui enregistre le niveau de convergence ou de divergence de 35 pays européens dans quatre catégories : économie, qualité de vie, démocratie et gouvernance.

rapidement taries, même si, au départ, la région semblait avoir été épargnée par le choc. La récession et les pertes d'emploi dans l'UE se sont finalement étendues aux Balkans à la suite de la diminution de la demande, de la baisse des exportations et des investissements, ainsi que de la détérioration des transferts financiers des expatriés travaillant dans l'Union.

8. Cette crise a non seulement constitué un sérieux revers pour la croissance économique et le développement, mais elle a également eu d'importantes implications politiques et sociales. Dans toute la région et même au-delà, la crise économique semble avoir ouvert la voie à un populisme et à des mouvements nationalistes dont certains remettent en cause des réformes difficiles et, parfois aussi, la notion même de marche en avant vers l'accession à l'UE. L'ultranationalisme et le populisme sont des problèmes persistants dans la région et ils ont manifestement joué un rôle dans la guerre qui l'a déchirée durant les années 1990. Certains de ces groupes se sont aujourd'hui renouvelés, adoptent des positions davantage pro-européennes et ont appris à manier la phraséologie de l'intégration à l'UE. Néanmoins, dans certains cas, le verbe utilisé sur la scène internationale n'est pas le même que le discours politique tenu au niveau national.

9. S'ajoutant à l'impression de confusion générale, il semble de plus en plus évident que l'enthousiasme européen pour l'élargissement s'estompe considérablement. Certains observateurs pensent que l'UE est également plus hésitante à promouvoir les valeurs démocratiques dans la région. Ils font valoir que la crise de la zone euro, ses retombées politiques et les hésitations nouvelles de l'Europe face à l'élargissement entravent le processus de transition et sapent les espoirs de convergence entre l'UE et les Balkans occidentaux, espoirs qui avaient à l'origine contribué à soutenir les efforts de réformes. Les leçons à tirer sur le plan économique ne sont pas, elles non plus, négligeables. Nombreux sont les économistes qui considèrent que la crise de l'euro reflète l'incapacité de l'UE de parvenir à une véritable convergence en son sein même. Cette crise a démontré que, dans une union monétaire présentant de très fortes divergences au niveau du taux de productivité, des échanges considérés comme optimaux dans un pays peuvent s'avérer tout à fait inappropriés dans un autre. Les événements qui ont entouré cette crise ont sans aucun doute influencé les débats relatifs à l'élargissement, car ils ont engendré des doutes sur la convergence et suscité de nouvelles craintes qu'un élargissement hâtif ne fasse que renforcer les contradictions et fissures au sein de l'Union elle-même.

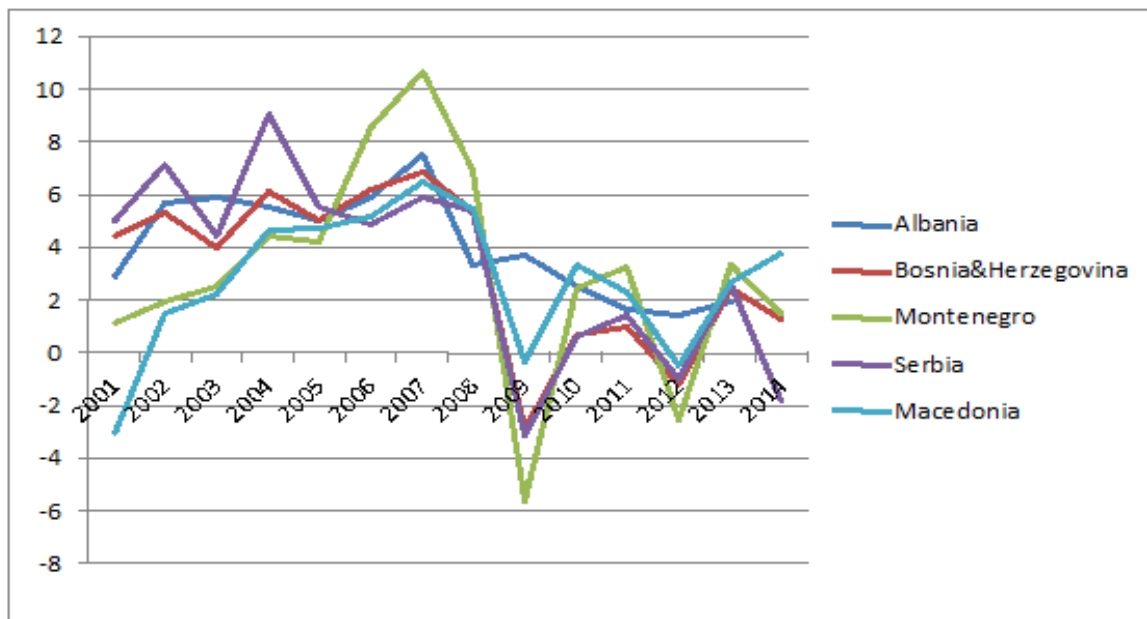
10. Entre 2001 et 2008, l'UE était devenue le principal partenaire commercial des Balkans occidentaux, ainsi qu'une source primordiale de financement et d'investissement pour cette région. La croissance des Balkans occidentaux reposait pour l'essentiel sur la consommation intérieure, financée en partie par les flux de capitaux européens et des programmes d'aide. Les principaux moteurs de la croissance dans la région différaient toutefois substantiellement de ceux des économies d'Europe centrale et orientale ayant déjà accédé à l'UE. Une étude européenne portant sur les modèles de croissance jusqu'en 2009 constate :

Les investissements productifs n'ont pas constitué un moteur essentiel de la croissance dans les Balkans occidentaux, à la différence de ce qui s'est passé dans les pays d'Europe centrale et orientale devenus des États membres. Dans tous ces pays, à l'exception de la Serbie, la construction représente plus de la moitié de la formation brute de capital immobilisé (FBCF). La construction est une forme essentielle de presque toutes les activités d'investissement, mais l'augmentation des acquisitions de machines et d'équipements, intégrant en particulier des technologies plus sophistiquées, sont également un ingrédient essentiel pour parvenir à une productivité plus élevée. Ces dernières années, la part de la construction s'est accrue en Croatie et en Serbie, tout en demeurant inchangée dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. Au Monténégro, les investissements dans les hôtels et les restaurants sont très élevés, en raison de l'expansion du tourisme ; ils résistent mieux à la diminution de la demande extérieure que le reste du secteur immobilier, qui s'est contracté (Commission européenne – Les Balkans occidentaux en transition).

11. Ces modèles de croissance sont inquiétants, car ils ne contribuent pas à une hausse de la productivité à long terme, pourtant nécessaire à une croissance plus substantielle dans les Balkans occidentaux. Cela pourrait expliquer la lenteur des progrès de convergence économique avec l'Europe dans la majeure partie de la région. L'UE demeure un partenaire essentiel en termes de commerce et d'investissement pour la région et elle y joue un rôle économique beaucoup plus important que les États-Unis ou la Russie, même si l'opinion publique ne le comprend pas toujours. Il faut désormais redoubler d'effort pour aider la région à adopter un modèle de développement plus susceptible de favoriser la convergence. La clé de la réussite résidera dans des réformes économiques et politiques internes durables.

Graphique 1 – Croissance du PIB en termes réels (2001-2014)

Figure1. Real GDP growth (2001-2014)



Source : *Voices of Liberty*, 2015

12. Alors que l'UE commence à se remettre de la récession, la croissance du PIB est, elle aussi, repartie à la hausse dans les Balkans occidentaux. Cette tendance devrait se poursuivre, voire s'accélérer dans certains pays en 2017. La BERD prévoit pour la région une croissance moyenne pondérée de 3% en 2017, contre 2,2% en moyenne en 2015 (BERD, décembre 2016). La convergence demeure toutefois un défi persistant et les taux de croissance devront être encore plus élevés que prévu pour que débute une réelle convergence. Des réformes structurelles incomplètes expliquent, dans une large mesure, ces taux de croissance insuffisants. À l'heure actuelle, dans les Balkans occidentaux, le PIB par habitant en termes de parité du pouvoir d'achat n'atteint toujours que la moitié de celui des pays d'Europe orientale et le quart de celui des pays occidentaux membres de l'UE (Sanfey et al.).

II. LA PROMESSE DE L'ACCESSION À L'UE ET LA RÉALITÉ DE RÉFORMES SPORADIQUES

13. Le ralentissement économique et les fluctuations politiques au sein même de l'UE ne sont pas sans implications politiques pour les Balkans occidentaux. Poursuivre des réformes politiques et économiques en période de faible croissance ou de récession s'avère très difficile. La résistance à des réformes difficiles peut revêtir de multiples formes : nationalisme populiste, antilibéralisme, tensions confessionnelles et ethniques ou encore, rejet de l'intégration euro-atlantique. Lorsqu'une telle résistance a pour effet de ralentir les réformes, cela ne peut qu'engendrer une prophétie auto-réalisatrice. Ceux qui font valoir que l'intégration européenne est une chimère pour les Balkans occidentaux cherchent également, sans surprise, à affaiblir l'élan en faveur de réformes politiques et du marché, éloignant ainsi la perspective d'une croissance plus soutenue, d'une hausse des investissements et d'une intégration plus poussée aux structures euro-atlantiques. En d'autres termes, ce scepticisme génère en soi des performances sous-optimales au niveau économique et de la gouvernance. La promesse de liens plus étroits avec l'UE et, dans une moindre mesure, avec l'OTAN est un moteur essentiel pour la réforme dans les Balkans occidentaux. Mais au fil du temps, cette promesse perd de sa vigueur au sein de l'opinion publique. La crise interne de l'UE explique en partie cette situation, de même que l'incapacité de la plupart des pays de la région de procéder à ces indispensables réformes politiques et économiques.

14. Pour contrer les aspects négatifs du scepticisme qui ne cesse de croître en son sein, l'Union européenne fait appel au processus de Berlin. Cette initiative intergouvernementale tente de redynamiser les liens multilatéraux entre les Balkans occidentaux et certains pays membres de l'UE, tout en approfondissant la coopération régionale dans les Balkans occidentaux dans des domaines relevant du développement infrastructurel et économique. Dans la région, certains considèrent toutefois qu'il s'agit là d'un piètre substitut à une perspective d'adhésion, d'autant que cette initiative semble atténuer l'importance de questions politiques telles que le renforcement des institutions démocratiques ou la promotion de la réconciliation (De Borja Lasheras). Des réformateurs démocratiques de la région s'inquiètent de voir l'Europe envoyer désormais des signaux implicites laissant croire que l'antilibéralisme est acceptable pour autant que des bases raisonnables pour le développement économique soient préservées et que l'ordre règne dans une région actuellement perçue comme « frontalière » par l'Europe (notion que la récente crise migratoire ne fait que renforcer) (AP-OTAN, rapport visite Serbie, juin 2017). Certains analystes estiment cependant que les réformes démocratiques ne peuvent être désolidarisées des réformes économiques et critiquent l'UE pour ce qui apparaît comme une décision de ne pas censurer plus vigoureusement les gouvernements dans la région qui bafouent les droits humains et affichent nombre de lacunes en matière de gouvernance.

15. L'Union européenne participe également à des efforts multilatéraux visant à encourager une plus grande coopération régionale. Le sommet des Balkans occidentaux qui s'est tenu à Trieste le 12 juillet a réuni des chefs de gouvernement, des ministres des affaires étrangères, des ministres chargés du développement économique et des ministres des transports des Balkans occidentaux, des hauts responsables d'autres pays du Processus de Berlin (Allemagne, Autriche, France, Italie, Royaume-Uni, Croatie et Slovénie), ainsi que des responsables clés de l'Union européenne. La discussion a essentiellement porté sur le renforcement de la connectivité dans les Balkans occidentaux comme moyen d'affermir les processus d'intégration régionaux et européens, le renforcement de la coopération économique, en particulier en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, le secteur informatique et les sciences, la coopération avec la jeunesse, l'État de droit, la lutte contre la corruption, le terrorisme, l'extrémisme et le radicalisme et les questions de migration. Le plan d'action pluriannuel consolidé pour une zone économique régionale dans les six Balkans occidentaux a fait l'objet d'études lors du sommet, et l'UE a annoncé une enveloppe de départ de 7 millions d'euros destinée à lancer les activités projetées ainsi que sept projets dans le domaine des connexions infrastructurelles régionales pour lesquelles des investissements à hauteur de 500 millions d'euros ont été prévus.

16. Or, le processus d'intégration à l'UE s'avère beaucoup plus sporadique dans cette région qu'il ne l'a été en Europe centrale. Quatre des six États des Balkans occidentaux se sont néanmoins vu accorder le statut de candidats à l'UE : l'ex-République yougoslave de Macédoine en 2005, le Monténégro en 2010, la Serbie en 2012 et l'Albanie en 2014. D'un point de vue général, les progrès dans les négociations d'accèsion sont lents. La Serbie et le Monténégro par exemple ont clôturé respectivement deux et trois des 35 chapitres des négociations. Le Monténégro a entamé les pourparlers sur 28 chapitres et se prépare à en ouvrir trois ou quatre supplémentaires pour la fin de l'année. Son gouvernement croit qu'il sera prêt pour l'accèsion d'ici trois ou quatre ans (Balkans occidentaux européens). La Serbie a, quant à elle, ouvert dix chapitres de négociations dans le cadre d'un processus entamé en janvier 2014. L'ouverture de nouveaux chapitres est en partie conditionnée par les progrès en matière d'État de droit (chapitres 23 et 24) et sur le chapitre 35, traitant de la normalisation des relations avec le Kosovo. La position commune de l'UE sur le chapitre 35 déclare que « la Serbie doit chercher à parvenir à de nouveaux accords, favorisant de bonne foi la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo, en vue de parvenir graduellement à une normalisation complète de leurs relations, conformément au cadre des négociations » (b92, 15 décembre 2015). La Commission européenne et le/la haut(e) représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, suivront de près et en permanence les progrès de la Serbie en vue de franchir la première série d'étapes intermédiaires et rendront compte au Conseil européen « au moins deux fois par an ». En Europe, nombreux sont ceux qui ont l'impression que ni Pristina, ni Belgrade n'envisagent cette relation bilatérale dans un état d'esprit de compromis, pourtant indispensable.

17. En effet, l'antagonisme entre Belgrade et Pristina persiste et la rhétorique nationaliste continue de contaminer les relations. Jouer cette carte nationaliste leur confère une plus grande influence sur leurs politiques intérieures respectives. Si cette attitude peut s'avérer payante à ce niveau, elle ne sert absolument pas les objectifs plus généraux de réconciliation régionale et d'intégration européenne. La récente annonce par le Kosovo de sa volonté de transformer ses forces de sécurité en armée à part entière et l'absence de progrès dans la mise en œuvre de l'accord concernant l'établissement d'une Association des municipalités serbes constituent une importante source d'irritation et ce, même au niveau de questions pratiques qui ne sont pas nécessairement liées au statut final (Gotev). Le secrétaire général de l'OTAN, M. Stoltenberg, ainsi qu'un certain nombre de gouvernements des pays de l'Alliance ont clairement indiqué que l'instauration d'une armée au Kosovo mettrait en péril les relations de Pristina avec l'Alliance. Toutes les parties pourraient consentir beaucoup plus d'efforts pour restaurer une coopération pratique qui permettrait d'améliorer les conditions de vie des habitants des régions concernées.

18. Il convient en outre de noter que cinq États membres de l'UE – l'Espagne, la Slovaquie, Chypre, la Grèce et la Roumanie – ne reconnaissent pas le Kosovo en tant que pays indépendant, bien que Pristina ait conclu un Processus de stabilisation et d'association (PSA) avec l'UE en 2016. Les dirigeants de l'Union déplorent par ailleurs que le Kosovo rechigne à mettre en œuvre l'Accord de Bruxelles de 2013 et en particulier le statut des municipalités à majorité serbe, qui conférerait à plusieurs de celles-ci une certaine autonomie en leur permettant de coopérer dans l'exercice collectif de leurs pouvoirs par le biais d'une association. Cette dernière serait pleinement compétente en matière de développement économique, d'éducation, de santé, ainsi que d'urbanisme et de planification rurale. Les tensions persistantes dans la région ont inévitablement des retombées sur les négociations d'accèsion et engendrent un certain pessimisme quant à un élargissement et ce, non seulement dans les pays des Balkans occidentaux mais aussi au sein des capitales européennes.

19. L'ex-république yougoslave de Macédoine et la Bosnie-Herzégovine doivent encore entamer des négociations sur les acquis communautaires. Aucune date n'a encore été fixée pour le début des négociations d'accèsion avec l'Albanie, et la Commission a fait savoir à Tirana qu'elle n'entamerait pas de discussions aussi longtemps que deux conditions ne seraient pas remplies :
1) le gouvernement doit rétablir le dialogue politique avec l'opposition parlementaire ; et 2) l'Albanie doit procéder à des réformes de qualité dans les domaines de l'administration publique,

de l'État de droit, de la corruption, de la criminalité organisée et des droits fondamentaux, y compris dans le droit des minorités.

20. La propre crise d'identité de l'Union européenne ne contribue manifestement pas à améliorer les choses. La crise de l'euro, la lenteur de la réaction face à la crise migratoire et des réfugiés, le Brexit et l'évolution du paysage politique au sein des sociétés européennes sont autant de facteurs qui alimentent dans la région le sentiment de dérive et d'incertitude. Ces doutes rejaillissent presque inévitablement sur les considérations politiques dans les pays des Balkans occidentaux. Les récits d'exclusion et de xénophobie sont devenus monnaie courante et sont exploités par des mouvements nationalistes et autoritaires. Crises politiques, corruption omniprésente et mauvaise gouvernance délégitiment les gouvernements des Balkans occidentaux et, par extension, la vision et les ambitions de l'Europe pour la région. Tout cela nécessite une large réévaluation, un réengagement et une impulsion redynamisée en faveur de réformes démocratiques et politiques, et bien sûr aussi, une véritable réconciliation régionale basée sur des intérêts partagés, au niveau notamment du développement économique et de l'intégration européenne.

21. Certaines de ces thématiques étaient au cœur des réunions organisées par Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, du 2 au 4 mars 2017. Durant deux jours, celle-ci s'est rendue au Monténégro, en ex-république yougoslave de Macédoine, en Serbie, en Albanie, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Selon certains observateurs toutefois, ces visites ont également marqué un changement d'orientation, laissant provisoirement de côté le processus d'adhésion pour focaliser davantage sur certaines des graves menaces géopolitiques qui planent sur la région. Un bref retour en arrière sur les entretiens bilatéraux menés par Mme Mogherini dévoile plusieurs des difficultés très graves auxquelles la région est actuellement confrontée.

22. Au Monténégro, qui vient d'accéder à l'OTAN, 20 personnes ont récemment été arrêtées pour avoir planifié un coup d'État, en partie en réaction aux aspirations du pays à rejoindre l'Alliance. Un procureur spécial et certains observateurs estiment que la Russie a encouragé cette expression d'opposition extrême dans cette tentative manquée de saper la candidature du pays à l'adhésion à l'OTAN. Ce qui est inquiétant, c'est que l'opposition monténégrine boycotte désormais le parlement. Lors d'une réunion avec les leaders de cette opposition, Federica Mogherini les a exhortés à retourner au parlement, tout en encourageant le premier ministre Dusko Markovic à trouver une solution politique à la crise. M. Markovic a récemment déclaré à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe que son gouvernement a fait de la réforme judiciaire et de la lutte contre la corruption et la criminalité organisée des priorités majeures, mais qu'il continue à être confronté à des politiciens populistes. Le boycott de l'opposition se poursuit.

23. La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine est également préoccupante, même si des progrès sont enregistrés. Le président Gjorge Ivanov a d'abord refusé d'octroyer au leader de l'opposition Zoran Zaev un mandat pour la formation d'un gouvernement, bien que M. Zaev ait conclu un accord avec les partis albanophones, conférant suffisamment de voix à la coalition pour former un gouvernement. M. Ivanov considérait que les concessions linguistiques de Zoran Zaev envers les Albanais de souche de la coalition minaient la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Cette impasse a mis en lumière les tensions ethniques persistantes dans le pays et la réticence des élites en place à céder le pouvoir, même après avoir perdu les élections. Le parti au pouvoir, dirigé par Nikola Gruevski, a d'abord refusé de se retirer et le pays s'est retrouvé dans une crise politique profonde, qui a également paralysé les relations avec l'Europe. L'UE et l'OTAN ont averti que cette attitude mettait en péril la démocratie, autant que le soutien occidental au gouvernement.

24. À la suite de fortes pressions exercées par Bruxelles et Washington, le président Ivanov a fini par conférer un mandat à Zoran Zaev pour la formation d'un gouvernement, ce qui fut chose faite le 31 mai 2017. Le dirigeant du MRO-DPMNE et ancien premier ministre Nikola Gruevski et d'autres figures du parti doivent aujourd'hui répondre d'accusations d'abus de pouvoir, d'écoutes

illégalles et de corruption. Le nouveau parti albanophone « Besa » ne s'est pas joint au gouvernement, qui rassemble néanmoins deux autres partis albanophones : le DUI et le SDSM. En dépit de cette crise, le premier ministre Zoran Zaev a fait part de son intention d'inscrire l'accession à l'UE et à l'OTAN parmi les priorités du programme de son nouveau gouvernement. Celui-ci est bien décidé à s'attaquer à une corruption profondément enracinée et à faire de l'albanais l'une des langues officielles du pays. Une réforme fiscale, l'augmentation du salaire minimum et une plus grande protection sociale sont également à l'ordre du jour du nouveau gouvernement. Il faudra naturellement du temps pour voir si celui-ci sera en mesure de faire sortir le pays des nombreuses impasses qui bloquent les réformes et les processus d'accession : conflit avec la Grèce sur le nom, tensions interethniques, corruption et clientélisme (Bliznakovski).

25. En Albanie également, l'opposition avait menacé de boycotter les élections de juin, alors qu'elle boycottait déjà le parlement en dépit des appels de l'UE pour qu'elle réintègre l'assemblée afin d'adopter la réforme judiciaire. Celle-ci inclut l'habilitation de 750 juges, ce qui – comme l'a déclaré Mme Mogherini aux responsables albanais – est un préalable incontournable au lancement des pourparlers d'accession. Certains progrès ont été réalisés depuis lors. Fin juin, le premier ministre Edi Rama et Lulzim Basha, dirigeant du principal parti démocratique d'opposition, sont parvenus à un accord visant à encourager l'opposition à participer aux élections générales qui seront désormais organisées et supervisées par un gouvernement intérimaire. L'opposition reviendra au parlement, afin de voter la procédure d'agrément des juges et procureurs. Le premier ministre Edi Rama a également accepté le remplacement du vice-premier ministre et de six autres ministres de son gouvernement par des politiciens désignés par l'opposition. La procédure d'agrément des juges est une priorité essentielle pour la Commission européenne, qui la considère comme fondamentale dans le cadre de l'indispensable processus de réforme judiciaire dans le pays (SEENews). Ce sont autant de bonnes nouvelles, qui témoignent d'un nouvel esprit de compromis essentiel pour faire progresser la démocratie en Albanie.

26. En Bosnie-Herzégovine, de fortes tensions ethniques et confessionnelles continuent de miner les réformes économiques et les efforts visant à résoudre de très graves problèmes de gouvernance, qui trouvent leur origine dans la complexité de la constitution nationale et le manque de volonté de certains dirigeants de faire fonctionner le gouvernement. Le dirigeant de la Republika Srpska a ostensiblement décidé de se rendre à Moscou pour des consultations au moment même où Federica Mogherini était en visite dans le pays ; en raison d'un retard, il a cependant rencontré la haute représentante. Quoi qu'il en soit, le message ne s'est pas avéré particulièrement chaleureux pour l'UE, reflétant le climat particulièrement tendu et divisé qui règne dans le pays. Il n'est dès lors pas surprenant que le mécontentement voire l'hostilité des citoyens augmentent en Bosnie-Herzégovine, comme ailleurs dans la région. Un séminaire Rose-Roth de l'AP-OTAN a récemment été consacré aux défis auxquels la Bosnie-Herzégovine est confrontée (AP-OTAN, rapport de séminaire, 20-24 mars 2017).

III. FAIBLESSES ÉCONOMIQUES STRUCTURELLES DES PAYS DES BALKANS OCCIDENTAUX

27. Entre 2004 et 2007, dix pays d'Europe centrale et orientale ont accédé à l'Union européenne. Ces « nouveaux États membres »³ (NEM) tendent depuis longtemps à converger avec l'Europe occidentale, avec un revenu national brut par habitant (RNB)⁴ qui a plus que triplé depuis le début du processus d'adhésion. La caractéristique peut-être la plus frappante de la transition économique des NEM est le rythme de leur convergence avec les économies avancées

³ Les « nouveaux États membres » sont les pays d'Europe centrale et orientale bénéficiaires de l'élargissement de 2004 (République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie), ainsi que la Bulgarie et la Roumanie, membres de l'UE depuis 2007.

⁴ Le RNB par habitant est la valeur exprimée en dollars du revenu final d'un pays sur un an, divisé par le nombre d'habitants. Il reflète le revenu moyen des citoyens d'un pays.

de l'UE. Leur taux de croissance et de convergence a d'ailleurs été nettement plus rapide que celui des pays des Balkans occidentaux aux mêmes stades de la transition. C'est ainsi par exemple que les négociations d'accession du Monténégro, État de l'Europe du Sud-Est le plus avancé dans le processus d'adhésion, ont débuté en 2012. Depuis lors, seuls trois chapitres des négociations ont été clôturés. En comparaison, au cours de la même période, plusieurs des premiers nouveaux États membres avaient déjà achevé la totalité du processus d'accession (les négociations avec la République tchèque ont duré de 1998 à 2002 et celles avec la Slovaquie seulement 2 ans, de 2000 à 2002).

28. Les nouveaux États membres ont bénéficié de certains avantages dès leur passage à la phase de transition. Pour commencer, nombre d'entre eux ont entamé la transition avec un revenu par habitant beaucoup plus élevé que la plupart des États des Balkans occidentaux. Plus important encore peut-être, en dépit du traumatisme lié à la fin de l'orbite soviétique, ils n'ont pas connu de période prolongée de guerre et de violence comme cela a été le cas pour une grande partie des Balkans occidentaux. Ces guerres tragiques constituent pour l'essentiel la raison pour laquelle leurs économies étaient tellement vacillantes. Enfin, à l'exception de l'Albanie, les États des Balkans occidentaux bénéficiaient d'une souveraineté nouvelle, fruit de la désintégration de l'ancienne Yougoslavie. Cela signifie que, outre une transition de marchés, une refonte démocratique et une reconstruction après la guerre, ils ont aussi été contraints de jeter les bases institutionnelles fondamentales d'États-nations à partir de zéro, tout en cherchant un soutien à ces nouvelles institutions au sein d'opinions publiques souvent divisées. L'édification de la nation et de l'État est, par définition, un processus lent et ardu, et cela se vérifie certainement en ce qui concerne les Balkans occidentaux.

29. Enfin, il convient de tenir compte de la situation géographique lorsqu'on essaie de comprendre pourquoi le rythme des réformes et de l'intégration est beaucoup plus lent dans les Balkans occidentaux que dans une grande partie de l'Europe centrale. En bref, ce sont essentiellement la proximité par rapport à l'épicentre des marchés européens et l'existence préalable de réseaux de transport et de liens économiques qui ont aidé les pays d'Europe centrale et orientale ayant accédé à l'UE à s'intégrer plus facilement et plus rapidement aux chaînes d'approvisionnement que leurs homologues des Balkans occidentaux (FMI, 2015). L'enlisement des réformes structurelles, les divisions politiques et des problèmes d'infrastructure persistants n'ont fait qu'exacerber le problème endémique de la distance.

30. La crise financière de 2008 a mis en exergue les faiblesses des secteurs bancaires et financiers des pays des Balkans occidentaux. À la veille de cette crise, la région avait connu une rapide croissance du crédit, majoritairement libellé en devises étrangères, ce qui avait entraîné une forte augmentation de la consommation et contribué ainsi à un accroissement du déficit des comptes courants⁵ et à une explosion de l'endettement privé (*The Economist Intelligence Unit*). La rapide croissance du crédit était associée à une attitude assez laxiste vis-à-vis des règles prudentielles. Lorsque la crise mondiale a frappé la région, de nombreux prêts se sont dégradés, ce qui a eu des conséquences explosives. Le remboursement de nombre de ces prêts s'est tout simplement arrêté et les prêts non productifs (PNP)⁶ se sont accumulés dans les banques des Balkans occidentaux, et ont continué à encombrer les systèmes bancaires de la région. La confiance dans l'euro pour les transactions, les prêts et l'épargne limitait les choix possibles pour

⁵ Le compte courant est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations de biens et de services. Un déficit du compte courant signifie que le pays importe davantage de biens et de services qu'il n'en exporte. Le compte courant peut également s'exprimer comme la différence entre l'épargne nationale (publique et privée) et les investissements. Un déficit du compte courant peut dès lors refléter un faible niveau de l'épargne nationale par rapport aux investissements.

⁶ « Un prêt est non productif lorsque le paiement des intérêts et/ou du principal est en souffrance depuis au moins 90 jours ou que le paiement d'intérêts égaux à 90 jours ou davantage est capitalisé, refinancé ou reporté de commun accord entre les parties, ou encore que le remboursement est en souffrance depuis moins de 90 jours mais qu'il existe d'autres bonnes raisons – telles qu'un dépôt de bilan du débiteur – de douter qu'il sera effectué dans sa totalité » (FMI).

les décideurs. En 2009, 75% de l'encours du crédit intérieur était libellé en euro ou indexé sur l'euro et 60% des dépôts bancaires étaient libellés en euro, empêchant ainsi dans une large mesure la région de se protéger du choc de la crise de l'euro (Commission européenne, 2009).

31. La formation de déficits insoutenables des comptes courants constitue un autre effet corollaire d'un important afflux de capitaux et d'une politique de crédit trop laxiste. Si ce déficit avait reflété l'importation de biens d'équipement conçus pour accroître la productivité à long terme, la situation n'aurait pas été si inquiétante, mais il concernait en majeure partie des biens de consommation ou des investissements moins productifs, dans le domaine du logement par exemple, rendant la région vulnérable à toute contraction du crédit. Les Balkans occidentaux dépendent aussi fortement des transferts financiers des expatriés. C'est le cas notamment en Albanie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, où ces transferts représentaient en moyenne 10% du PIB entre 2005 et 2013 (Tunali). Une fois encore, l'afflux de devises étrangères a soutenu la consommation intérieure, tout en ayant un effet négatif sur la balance commerciale. Une abondance de capitaux étrangers dépensés à terme localement peut entraîner l'appréciation de la monnaie, ce qui diminue la compétitivité des secteurs d'exportation et stimule les importations. Cela a été le cas, à des degrés divers, pour une grande partie de la région.

32. Les économies des Balkans occidentaux pâtissent également du manque de compétitivité des secteurs industriels hérités de l'époque socialiste, dont l'importance n'a été ni rapidement ni suffisamment réduite au lendemain de l'ère soviétique, alors que cela avait été le cas dans la majeure partie de l'Europe centrale. Cela s'explique par les conflits dans la région et parce que celle-ci a tardé à s'engager dans la réforme de ses marchés, y compris dans les réformes à entreprendre parallèlement au dialogue avec l'UE. La plupart des pays SEE ont ainsi enregistré une chute de la valeur ajoutée manufacturière entre 2000 et 2012. L'Albanie et la Bosnie-Herzégovine ont connu une modeste ré-industrialisation au début des années 2000, mais celle-ci partait d'un très bas niveau (Damiani, Uvalić). Le point critique réside cependant dans le fait que la base industrielle de la région exige une restructuration, de nouveaux investissements et de nouveaux débouchés, exigence qui n'est pas ou, du moins, pas suffisamment satisfaite. En Serbie, les industries publiques constituent un autre problème délicat. La plupart des économistes considèrent que ces entreprises nationalisées déficitaires et subventionnées représentent une véritable charge pour l'économie et entravent la croissance. Il est politiquement difficile de mettre un terme au soutien financier de l'État, surtout si cela entraîne des pertes d'emplois. Il est souvent ardu de prendre en compte des considérations à plus long terme lorsque l'économie n'est guère robuste et ce dilemme continue à saper la croissance de la Serbie. On peut observer des situations similaires dans toute la région, ce qui explique largement pourquoi celle-ci n'atteint pas les taux de croissance espérés, nécessaires à la convergence avec l'UE.

33. L'état du secteur des services dans la région complique également le processus de convergence. Ce type de secteur est avant tout centré sur les marchés intérieurs et ne génère pas de devises étrangères (Damiani, Uvalić). Le faible niveau d'intégration économique régionale explique en partie pourquoi le secteur des services est à ce point centré sur le marché national et fragmenté. Le problème lié à la faible intégration économique régionale s'étend manifestement à d'autres marchés. Les infrastructures de transport sous-développées constituent un autre obstacle majeur aux échanges commerciaux entre pays voisins et avec le reste de l'Europe.

34. La sous-utilisation omniprésente du capital humain dans la région constitue un autre défi. Le phénomène de « la croissance sans emploi » – le fossé entre la création d'emplois et le nombre de personnes qui cherchent du travail – atteint des proportions dramatiques dans une région où le taux de chômage avoisinait les 25% en moyenne en 2016. Le chômage des jeunes est environ deux fois plus élevé que celui de la population en âge de travailler. Ceci pose un dilemme politique et révèle de graves problèmes structurels sur le marché du travail, dont une inadéquation des compétences. Les jeunes sans emploi, sans grandes perspectives d'avenir sur le plan économique, sont plus vulnérables à la démagogie et à la désinformation. Les mouvements politiques populistes et nationalistes qui exploitent cette situation ne sont guère susceptibles

d'améliorer les choses à long terme et il existe donc un risque de voir la région entrer dans un cercle vicieux de maigres perspectives économiques, encore renforcées par une mauvaise gouvernance.

35. Ceci étant, on notera certains progrès dans la recherche d'une solution au problème sous-jacent du chômage. La croissance économique récente et les réformes du marché du travail stimulent la création d'emplois, même si le niveau de l'emploi demeure inférieur à ce qu'il était avant la crise. Les gouvernements de la région pourraient toutefois consentir davantage d'efforts (Sanfey et al., 2016). Les rigidités du marché du travail, dont des réglementations qui découragent les employeurs d'embaucher, tendent aussi à saper les avantages potentiels liés à une population relativement bien formée et à des salaires peu élevés. Les taux de taxation sont, par exemple, plus élevés pour le travail à temps partiel et pour les emplois faiblement rémunérés, ce qui dissuade naturellement l'embauche dans ces deux catégories.

36. La Serbie commence depuis peu à réaliser quelques progrès en termes de consolidation budgétaire et de chômage. En pleine crise financière, elle avait négocié un accord de confirmation sur trois ans avec le FMI, afin de soutenir une série de réformes dont le pays avait besoin. L'objectif consiste à placer l'économie sur une assise viable et le FMI estime que la position de la Serbie est aujourd'hui beaucoup plus stable qu'auparavant. Le déficit budgétaire est tombé à 1,4% du PNB, le déficit public a été ramené à 1,4% (son niveau le plus bas depuis 2005), tandis que la croissance a atteint 2,8% en 2016, un chiffre supérieur aux attentes (FMI). Des précédents d'une telle situation existent dans des pays dont la situation budgétaire est insoutenable et où la réduction des dépenses et la consolidation budgétaire ont pour effet de déclencher la croissance. Cela s'explique en partie par le fait que les mesures de compression des dépenses renforcent la confiance intérieure et internationale dans l'économie. Cette reprise de la croissance a également contribué à faire diminuer le chômage de 20% à 13% fin 2016.

37. Le déficit des comptes courants est en nette diminution et se situe désormais à 4% du PIB. Les investissements étrangers viennent partiellement combler ces déficits. Le niveau des prêts non productifs commence également à diminuer, mais se limite pour une large part aux banques privées. Les banques publiques connaissent des difficultés nettement plus importantes. Les perspectives à court terme pour la Serbie sont positives et le pays pourrait connaître un taux de croissance de 4% à moyen terme, si elle s'en tient à son agenda de réformes. Les faibles taux d'intérêt reflétant un accroissement de la confiance dans l'économie serbe contribueront à stimuler la croissance, soutenue en partie par une augmentation de la consommation privée, alors que l'emploi et les salaires progressent. L'accroissement de la demande conduira à une augmentation des importations, tandis que les exportations devraient connaître une progression plus lente, en particulier en raison du besoin de réformes structurelles plus profondes. Notons par ailleurs qu'une croissance de 4% n'est pas suffisante pour la Serbie si son objectif est de commencer à converger avec les économies de l'Union européenne. Pour le FMI, cette convergence exige un taux de croissance proche des 5,5%. Une croissance soutenue à ce niveau sera impossible sans la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel plus rigoureux, en particulier pour ce qui concerne les entreprises publiques.

38. Le secteur informel invasif représente un autre défi majeur pour le marché du travail en Europe du Sud-Est. Il a des effets dévastateurs sur l'ensemble de l'environnement commercial et la compétitivité des économies SEE et sape le système fiscal, tout en contribuant à un climat d'anarchie. Les efforts sporadiques pour remédier à ce problème s'avèrent en grande partie inefficaces et des économies grises de grande ampleur continuent à prospérer dans les interstices, entre un secteur public en contraction et un secteur privé exagérément réglementé. Au Monténégro par exemple, en 2013, 52% des entreprises interrogées dans le cadre d'un sondage de la BERD ont cité la concurrence du secteur informel comme principal problème, contre 27% en 2007. On estime que le niveau d'emploi dans le secteur informel atteint de 30 à 40% (Zeneli, 2014). Ceux qui travaillent dans ce secteur ne bénéficient pas de la protection normale octroyée aux employés sur le marché légal, ce qui ne fait qu'exacerber l'inégalité sociale et le sentiment

d'injustice. Le problème s'avère particulièrement aigu en Bosnie-Herzégovine et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, mais il ne se limite pas à ces deux pays.

39. Mais il y a aussi d'importants signes de progrès dans la région. Entre 2016 et 2017, la Serbie par exemple a progressé de 7 places sur la liste de l'Indice de la Banque mondiale mesurant la facilité de faire des affaires. Elle occupe désormais la 47^e place, alors qu'elle occupait la 91^e en 2015. En comparaison, l'Albanie est 58^e, la Bosnie-Herzégovine 81^e, le Kosovo 60^e, l'ex-république yougoslave de Macédoine 10^e (par rapport à la 31^e place l'année dernière, soit le meilleur classement en Europe) et le Monténégro 51^e (Banque mondiale, 2017). Le très bon classement de l'ex-république yougoslave de Macédoine s'explique par une remarquable réforme des réglementations. Il y a dix ans, il fallait 48 jours pour lancer une nouvelle entreprise dans le pays ; aujourd'hui, il n'en faut plus que deux. Depuis quelques années, l'enregistrement gratuit en ligne est accessible. La protection des investisseurs minoritaires a été renforcée, grâce à un examen préalable obligatoire, par un réviseur externe, des transactions entre parties liées. Qui plus est, la résolution des faillites est désormais simplifiée, grâce à un cadre d'enchères électroniques pour les avoirs des débiteurs, ce qui simplifie et accélère les procédures de faillite et les appels, et à un cadre pour les restructurations extrajudiciaires (Banque mondiale, 2014). Il est donc manifeste que des réformes audacieuses sont possibles autant que nécessaires dans la région. La question consiste à savoir si le monde politique les rendra possibles.

IV. ENVIRONNEMENT SOCIO-POLITIQUE / RÉFORMES ET STABILITÉ MACROÉCONOMIQUES

40. Comme l'indique ce rapport, bien que les économies des Balkans occidentaux soient confrontées à d'importants défis structurels, qui expliquent en partie leurs performances économiques relativement médiocres et leurs transitions incomplètes, la politique et la gouvernance engendrent des problèmes plus impérieux encore. Dans son rapport *Nations in Transit* de 2016, *Freedom House* constate que le niveau du développement de la démocratie dans les Balkans occidentaux est en régression depuis six ans. L'indice de démocratie s'y situe désormais au niveau de 2004. Vingt ans après les accords de paix de Dayton et en dépit d'initiatives internationales substantielles pour soutenir des projets d'optimisation de la gouvernance dans les Balkans occidentaux, la majeure partie de la région demeure confrontée à une gouvernance médiocre, à un déni des droits de l'opposition, à des restrictions pesant sur les médias et à une corruption omniprésente.

41. À ce stade, une meilleure convergence avec les normes européennes se heurte au besoin pressant d'un renforcement de l'État de droit et de l'élimination d'un clientélisme politique puissant et d'une corruption généralisée. D'après l'Indice 2016 de perception de la corruption de *Transparency International*, tous les pays des Balkans occidentaux enregistrent une note inférieure à 45 (sur une échelle allant de 0 – très corrompu – à 100 – très propre) et souffrent d'une corruption endémique du secteur public. Le problème peut parfois sembler insoluble et beaucoup d'efforts doivent être consentis pour y remédier. La Cour des comptes européenne a récemment signalé que 2% seulement de l'instrument d'aide de préadhésion (IPA) de la Commission européenne – budget de 11,5 milliards d'euros – sont consacrés à la lutte contre la corruption et la criminalité organisée (Dolan, 2016).

42. Dans les Balkans occidentaux, l'État de droit est souvent sapé par de puissants « réseaux d'élite » en mesure de contourner le droit officiel afin de perpétuer leur emprise sur les institutions de l'État, y compris les ressources économiques publiques. Cette situation leur permet de s'arroger des avantages politiques et financiers. Le rapport *Nations in Transit 2016 de Freedom House* constate que, sur les six pays de l'Europe du Sud-Est, deux sont considérés comme des démocraties semi-consolidées (Monténégro et Serbie), trois comme des régimes hybrides (Albanie, Bosnie-Herzégovine et l'ex-République yougoslave de Macédoine) et un comme un régime autoritaire semi-consolidé (Kosovo). Dans toute la région, la corruption, le clientélisme, les

fraudes et les trucages électoraux sont liés au problème de la captation de l'État par des élites, qui semblent parfois peu enclines à promouvoir la substance de la démocratie, bien que le système démocratique serve leurs objectifs.

L'universitaire Alan Riley écrit : « Depuis 20 ans, la région connaît un processus de « reféodalisation », où le pouvoir est détenu par des réseaux informels présents dans toutes les institutions d'État et le secteur privé » (Van Ham).

43. Les conséquences sont graves non seulement pour la stabilité politique de la région, mais également pour ses perspectives économiques. Les citoyens de toute la région ont perdu confiance dans la capacité de leurs dirigeants d'apporter des changements significatifs et leur scepticisme est parfaitement compréhensible. Le niveau de la corruption n'a pas changé au cours des dix dernières années, ce qui sape la légitimité des États, affaiblit l'élan en faveur de réformes économiques et, par extension, entrave grandement le développement économique de la région. La perpétuation des clivages confessionnels et ethniques ne fait que renforcer l'accaparement du pouvoir et le favoritisme exercé par les élites, associés à la corruption. Paradoxalement, les élites de groupes ethniques et confessionnels concurrents coopèrent souvent subrepticement avec leurs opposants politiques pour veiller à préserver leur mainmise sur l'État et les institutions régionales, ainsi que sur des ressources économiques essentielles et les médias. En d'autres termes, les politiques confessionnelles, ethniques et populistes ne sont souvent qu'un écran de fumée délibérément conçu pour dissimuler un clientélisme et une corruption omniprésents. Ce qui résulte de cette situation est malheureusement l'antithèse des sociétés méritocratiques, qui récompensent le talent et l'effort.

44. Au lieu de cela, la région est étranglée par des structures clientélistes ressemblant davantage à des sociétés d'enrichissement mutuel de privilégiés, qui se récompensent mutuellement grâce à l'argent des contribuables, des consommateurs et, dans une certaine mesure, de la communauté internationale. Il n'est dès lors pas surprenant qu'une grande partie de ce comportement bascule souvent dans des activités criminelles et établisse une norme « éthique » qui encourage implicitement une criminalisation plus large encore de l'activité économique. Les réseaux de criminalité organisée prospèrent particulièrement dans les espaces où l'autorité de l'État et l'État de droit sont faibles ou chapeautés par des pratiques clientélistes et la vénalité publique (McDevitt, 2016). Ce n'est pas un hasard si ces réseaux s'entrecroisent parfois avec ceux des élites au pouvoir. Il va de soi que dans de tels systèmes, les fonctionnaires et politiciens honnêtes et bien intentionnés, qui sont pourtant nombreux, paient le prix fort.

45. Les lignes directrices de l'OCDE sur la gouvernance d'entreprise des sociétés publiques préconisent une séparation rigoureuse entre les partis politiques et la direction de ces entreprises. Dans les pays des Balkans occidentaux toutefois, les entreprises publiques sont souvent virtuellement gérées par des partis politiques. Ceux-ci ou leurs mandataires sont ainsi en mesure de nommer les PDG et les administrateurs et de s'impliquer directement dans les décisions opérationnelles. La situation est particulièrement alarmante dans des secteurs stratégiques comme l'énergie, où le niveau de responsabilisation est aussi bas que la quantité d'argent générée est élevée pour les personnes bien introduites (*Southeast European Leadership for Development and Integrity*).

46. D'après *Transparency International*, le problème essentiel pour les Balkans occidentaux « est le manque d'indépendance des processus judiciaires et l'énorme pouvoir des dirigeants politiques sur la plupart des institutions. Un système judiciaire indépendant et efficace, soutenu par des médias libres et critiques et une robuste société civile, est vital pour faire respecter l'État de droit et éradiquer la corruption. Trop souvent, les élites politiques peuvent tout simplement éviter les poursuites engagées pour corruption ou même la révélation de leurs actes de corruption (...) Bien que de nombreux pays faisant l'objet de l'étude aient pris des mesures importantes pour développer et renforcer leurs systèmes de lutte contre la corruption, les progrès sont lents et n'existent pour l'essentiel que sur papier. Des lois ont bien été promulguées, mais elles ne sont

pas appliquées. L'indépendance des médias et de la société civile est, elle aussi, menacée. » (*Transparency International*)

47. Les États de l'Europe du Sud-Est ont tous adhéré à la Convention des Nations unies contre la Corruption (CNUCC), qui recommande, entre autres, l'établissement d'organes spécialisés de lutte contre ce fléau. Dans les Balkans occidentaux, ces organes tendent à se concentrer sur la coordination des politiques et l'éducation de la population, tout en laissant aux systèmes judiciaires nationaux le soin de poursuivre les faits de corruption. Or, nombre de ces systèmes sont faibles et infiltrés par des acteurs impliqués dans des pratiques de prévarication et sont, dès lors, terriblement corrompus. L'Union européenne et d'autres acteurs extérieurs collaborent assidûment avec les gouvernements de la région pour que ceux-ci engagent une réforme du système judiciaire, essentielle non seulement pour l'intégration euro-atlantique, mais également pour susciter un développement économique durable. Les chapitres 23 et 24 sur l'État de droit des négociations d'accession traitent de ces questions et continueront à représenter un obstacle majeur pour la région si le problème n'est pas résolu de manière plus globale. Les résultats de ces efforts sont malheureusement mitigés, car cette réforme de la justice et une lutte plus systématique contre la corruption se heurtent à la ferme opposition de ceux qui sont capables d'échapper à tout contrôle juridique et donc d'agir en toute impunité.

48. Le pesant héritage de la paperasserie et de la bureaucratisation à outrance fait également partie du problème. Les excès de zèle bureaucratiques et la lourdeur de l'appareil administratif fournissent paradoxalement d'autres occasions de décisions discrétionnaires, susceptibles de se prêter à des pratiques de corruption. L'appareil d'État surdimensionné de Bosnie-Herzégovine offre un excellent exemple à cet égard. Le chevauchement des institutions et la complexité des processus décisionnels accablent un secteur privé fragile, tout en générant de nombreuses occasions pour les responsables corrompus de réclamer illégalement des frais pour le traitement des dossiers, au risque de les voir bloqués (Blagovcanin & Divjak, 2015). Dans la région, chaque année, un citoyen sur six en moyenne est confronté directement ou indirectement à un acte de corruption par un fonctionnaire (ONUJDC, 2011). Cela provoque une énorme frustration chez les citoyens de la région et a déclenché un certain nombre de protestations de masse au cours des trois dernières années, dont des manifestations violentes en Bosnie-Herzégovine en février 2014, ainsi que plus récemment en Serbie après les élections présidentielles. Faute d'une véritable perspective de changement, il faut s'attendre à de nouveaux troubles. Une absence de solution au problème de la corruption et de la captation de l'État retardera en outre le processus d'accession, car des sociétés gangrénées par la corruption ne satisfont manifestement pas les critères de bases d'adhésion à l'UE (dits « critères de Copenhague »), qui incluent le respect de l'État de droit et une forte capacité de cet État à appliquer les lois.

V. LA RUSSIE ET LES AUTRES INTERVENANTS EXTÉRIEURS

49. La Russie a bien compris qu'en attisant le mécontentement en Serbie, au Kosovo, au Monténégro et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, elle peut à bon compte compliquer l'intégration de la région à l'UE et à l'OTAN, l'une des ambitions stratégiques centrales du Kremlin en Europe. Moscou exerce son influence par le biais des canaux diplomatiques, des investissements, surtout dans le secteur énergétique et des médias, ainsi qu'en finançant et en soutenant secrètement les mouvements nationalistes et ceux opposés à l'accession à l'OTAN et à l'UE. La Russie cherche à mener des politiques similaires en Occident, mais il y a des limites aux résultats qu'elle peut espérer atteindre dans des pays où les institutions démocratiques sont profondément ancrées et où la société civile a tendance à réagir avec force et concertation, comme cela s'est récemment passé lors des élections françaises et aux États-Unis. La situation dans les Balkans occidentaux est toutefois plus instable, la société civile est moins résistante, les divisions politiques, nationales et confessionnelles sont beaucoup plus marquées et les possibilités de manipulation sont tout simplement plus grandes.

50. La Russie ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo, mais elle n'est pas la seule ; plusieurs pays membres de l'OTAN adoptent la même attitude. À la différence de ces pays toutefois, elle ne cherche pas à encourager la réconciliation entre Belgrade et Pristina, et semble plus encline à jouer la carte nationaliste. Moscou semble en outre encourager la Republika Srpska en Bosnie-Herzégovine à ne pas coopérer avec les responsables fédéraux sur un éventail de questions et de réformes, même si, jusqu'à présent, elle ne prône pas publiquement l'éclatement du pays, à la différence de certains de ses interlocuteurs les plus proches en Republika Srpska. Le Kremlin passe également pour soutenir certains groupes opposés à l'accession du Monténégro à l'OTAN (Gotev, 2017; *The Guardian*, 2017).

51. La Russie considère manifestement les Balkans occidentaux comme un terrain fertile pour défier l'influence de l'OTAN et de l'UE - et la région est tellement instable que la Russie parvient à le faire assez facilement. Sa présence dans la région offre l'occasion à certaines élites locales de mettre en concurrence les grandes puissances et d'utiliser la présence de l'une pour obtenir des concessions de l'autre. Il s'agit là d'un jeu dangereux, qui ne sert absolument pas les intérêts à long terme des Balkans occidentaux, en particulier s'il inclut des incitations à résister aux réformes démocratiques et aux efforts de réconciliation. Certaines élites de la région exercent ainsi des pressions croissantes sur l'UE pour qu'elle adoucisse certaines conditionnalités exigeantes liées au processus d'adhésion. Comme par hasard, il s'agit notamment de règles qui nuisent à leur position privilégiée dans la vie politique et économique nationale. La présence de la Russie dans le jeu confère une certaine capacité de pression à ces réformateurs réticents ou, du moins, est-ce ce qu'ils pensent. Et Moscou fait ce qu'elle peut pour dépeindre l'Ouest comme un maître sévère, exigeant du sang, de la sueur et des larmes, mais n'offrant rien en retour. Il s'agit de démagogie à l'état pur, qui cadre bien avec la ligne générale de la Russie. Celle-ci semble d'ailleurs offrir une amitié plus indulgente, qui peut s'avérer particulièrement gratifiante pour les élites partageant sa vision géopolitique et qui, sans surprise, profitent de l'immobilisme actuel. Le fait que l'UE soit plongée dans une période d'introspection et de redéfinition ne favorise pas les choses. Nombreux sont ceux dans la région qui considèrent en outre que l'Union n'est plus sincère dans son désir de voir les Balkans occidentaux pleinement intégrés dans l'ordre européen (De Borja Lasheras et al., 2016).

52. Un récent sondage effectué en Serbie par le Centre de politique de sécurité de Belgrade constate que la majorité des répondants prône une adhésion à l'UE, mais s'oppose à une accession à l'OTAN, et se déclare pour l'essentiel satisfaite du niveau actuel de coopération avec la Russie. La perception de l'Alliance par l'opinion publique serbe semble toutefois s'être détériorée. C'est également le cas en ce qui concerne l'UE, peut-être en raison de la longueur du processus d'accession, mais également suite à une couverture négative par les médias. L'une des constatations intéressantes issues de cette importante enquête est que 52% des Serbes voient en la Russie une puissance militaire très efficace, alors que 26% seulement considèrent que les États-Unis le sont également. Quant à l'Allemagne, elle ne récolte que 3%. En ce qui concerne l'évaluation de la puissance économique, 34% des Serbes saluent les excellentes performances des États-Unis, contre 15% pour la Russie, tandis que l'UE – le plus important partenaire de la Serbie sur le plan commercial et des investissements – ne récolte que 5% d'avis très favorables. Quant à la crédibilité des investisseurs, 34% des Serbes saluent les Allemands pour la grande réussite de leurs investissements, contre 16% pour la Russie, 14% pour les États-Unis et 8% pour l'UE. En matière de puissance technologique, 33% d'entre eux considèrent la Chine comme très performante, contre 27% pour les États-Unis, 13% pour la Russie, 12% pour l'Allemagne et 4% pour l'UE. L'étude constate que si l'influence de l'Allemagne est généralement considérée comme positive en Serbie, celle de l'UE et des États-Unis est globalement perçue comme négative. Elle indique en outre que les Serbes estiment que l'accession à l'UE attirerait des investissements étrangers et créerait des emplois, tandis qu'une alliance avec la Russie renforcerait la sécurité nationale. Une majorité de citoyens serbes est en faveur d'une accession à l'UE, mais cela ne serait pas le cas si celle-ci exigeait la reconnaissance de la souveraineté du Kosovo (*Belgrade Centre for Policy Security*).

53. Il est intéressant de noter que, bien que l'armée serbe effectue certains exercices avec les forces russes et acquiert des équipements en Russie, (comme le faisait la Yougoslavie à l'époque de la guerre froide), elle s'entraîne beaucoup plus fréquemment avec l'OTAN ou des forces de pays membres de l'Alliance, tout en participant à divers programmes de partenariat. La Serbie a rejoint le Conseil de partenariat euro-atlantique en 2006 et a accepté, en 2015, d'approfondir sa coopération avec l'OTAN par le biais d'un Plan d'action du partenariat individuel. Elle coopère d'ailleurs activement avec l'Alliance au niveau de la mission de la KFOR, du maintien de la paix, de la lutte contre le terrorisme, de la crise migratoire et d'entraînements conjoints, même si elle ne participe à aucune opération de l'OTAN. Elle a récemment conduit 130 activités dans le cadre de son programme de coopération militaire bilatérale avec les États-Unis, et sept d'entre elles ont été conduites conjointement. Le problème est que le public serbe n'est pas toujours très bien informé de ces activités et que la presse tend à publier des évaluations très négatives et souvent fausses de l'OTAN et de son rôle dans la région (*Belgrade Centre for Policy Security*). Il est important d'insister sur le fait que l'OTAN et les pays membres de l'OTAN respectent pleinement la décision souveraine de la Serbie de demeurer un État neutre et reconnaissent que cela ne devrait en aucun cas constituer une entrave au développement du partenariat mutuellement bénéfique qui aidera à instaurer la sécurité dans la région.

54. Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, le problème n'est pas que la Russie cultive des amitiés dans la région : il faut naturellement s'y attendre et cela est parfaitement compréhensible et légitime. Le vrai problème est que Moscou adresse un message économique et de gouvernance totalement différent, à la fois sectaire et antilibéral, qui séduit les forces mêmes qui semblent profiter du sectarisme et souvent s'opposer à une véritable réforme des marchés. Cela pourrait s'avérer très problématique pour la stabilité de cette région, très fragile et encore traumatisée. La Russie est non seulement explicitement opposée à l'idée que les pays de la région travaillent avec l'OTAN, mais elle souhaite aussi implicitement décourager l'approfondissement de leurs relations avec l'UE. Des rapports indiquent par exemple que Moscou presse notoirement les dirigeants serbes d'approfondir la coopération avec l'Union économique eurasiatique, ce qui contrecarrerait clairement les aspirations européennes de la Serbie et serait illogique au vu des modèles d'échanges actuels (*The Economist*, 4 novembre 2016).

55. Non seulement la Russie adopte une stratégie qui vise à détériorer la situation dans les Balkans occidentaux, mais elle s'impose graduellement comme un acteur clé du secteur de l'énergie dans la région. Dans des circonstances normales, cela ne serait pas un problème. Mais la Russie manipule bien trop fréquemment ses ressources énergétiques à des fins stratégiques (anti-occidentales) dans les Balkans occidentaux et achète des appuis à sa propre vision géopolitique. Les compagnies publiques Gazprom et Zarubezhneft réalisent des investissements colossaux en Serbie et en Bosnie. Elles ont ainsi acquis en 2008 une participation majoritaire dans le géant énergétique serbe *Naftna Industrija Srbije* (NIS), qui détient un monopole sur la production de pétrole et de gaz dans le pays (De Borja Lasheras et al.). Lukoil détient quelque 80% de Beopetrol, une importante chaîne serbe de stations-services. Les chemins de fer russes, dirigés par Vladimir Yakounine, figurant sur la liste des personnes interdites d'entrée dans l'UE, modernisent une ligne ferroviaire de 350 kilomètres en Serbie. Autant d'investissements importants, qui pourraient rapprocher le pays de Moscou et des valeurs qui sont les siennes, même si les échanges commerciaux globaux de la Serbie demeurent beaucoup plus orientés vers l'Europe. En 2015, les principales destinations des exportations serbes étaient l'Italie (2,1 milliards de dollars), l'Allemagne (1,66 milliard de dollars), la Bosnie-Herzégovine (1,08 milliard de dollars), la Russie (752 millions de dollars) et le Monténégro (638 millions de dollars). Ses principales sources d'importations sont l'Allemagne (2,15 milliards de dollars), l'Italie (1,76 milliard de dollars), la Russie (1,59 milliard de dollars), la Chine (1,3 milliard de dollars) et la Hongrie (1,02 milliard de dollars). Il convient de noter que la Serbie ne participe pas aux sanctions contre la Russie, même si ses dirigeants ont exprimé leur opposition à l'annexion illégale de la Crimée et qu'ils reconnaissent l'intégrité territoriale de l'Ukraine, qu'ils lient naturellement à la question du Kosovo (OEC).

56. Bien que l'UE reste le premier partenaire commercial de la région, de nouveaux acteurs entrent en jeu. La Turquie devient un important partenaire en matière d'échanges commerciaux et d'investissements, tandis que les pays du Golfe et la Chine proposent un resserrement des liens économiques, notamment au niveau des investissements dans les infrastructures régionales critiques. Le tourisme monténégrin en pleine expansion bénéficie d'investissements chinois pour son développement dans le cadre du « format 16+1 »⁷ (Atli, 2016). Le *China Pacific Construction Group* a signé un contrat de 3,19 milliards de dollars pour la construction d'une autoroute entre le Monténégro et l'Albanie, tandis que la *China Civil Engineering Construction Corporation* a entamé des travaux sur quatre ans pour la construction de la portion monténégrine de l'autoroute Bar-Belgrade. Ce projet, financé par un prêt de la banque Exim d'un milliard de dollars octroyé au gouvernement de Podgorica, est considéré comme une menace pour la stabilité budgétaire par le FMI et la Banque mondiale, qui ont annulé en conséquence un prêt de 50 millions de dollars d'appui budgétaire au Monténégro (Reuters, 2014).

VI. ENTRAVES À LA COOPÉRATION ET À L'INTÉGRATION RÉGIONALES

57. Le processus de stabilisation et d'association (PSA) de l'UE repose sur quatre piliers dont « la coopération régionale et des relations de bon voisinage ». Il définit le développement dans ce contexte comme une condition pour l'accession à l'Union européenne. La coopération régionale dans les Balkans occidentaux est manifestement vitale pour la stabilité à long terme ; elle est généralement considérée comme un catalyseur possible pour la réconciliation et le dialogue politique. Les gouvernements de la région ont également évoqué la notion d'une plus grande intégration à la fois bilatérale et multilatérale. Par exemple, la Serbie a été particulièrement active pour promouvoir l'idée d'établir une union douanière qui faciliterait le commerce régional et rendrait ainsi la région plus attrayante au regard des investisseurs étrangers. Pour avancer dans la réalisation de ces objectifs, l'Union européenne cherche à promouvoir une série d'accords transfrontaliers couvrant un certain nombre de secteurs, parmi lesquels la libre circulation des biens, des services et des personnes. Cela est essentiel, car l'une des principales faiblesses économiques réside dans la taille limitée et la fragmentation de l'espace économique régional, une situation qui entrave grandement la croissance économique. Il existe actuellement six accords de stabilisation et d'association (ASA) en vigueur : avec l'ex-République yougoslave de Macédoine (2004), l'Albanie (2009), le Monténégro (2010), la Serbie (2013), la Bosnie-Herzégovine (2015) et le Kosovo (2016). Ces accords visent à mettre en place, progressivement, une zone de libre-échange entre l'UE et les Balkans occidentaux. En matière d'échanges commerciaux, ils se concentrent sur la libéralisation du commerce des biens, l'alignement des règles sur les pratiques de l'Union et la protection de la propriété intellectuelle. Tout cela sous-tend en outre implicitement l'idée d'une libéralisation entre les pays de la région.

58. L'accord de libre-échange centre-européen (ALECE), qui lie les Balkans occidentaux et la République de Moldova depuis 2006, est l'un des principaux instruments soutenus par l'Union européenne en vue de la libéralisation des échanges commerciaux et des services régionaux. La cible représente pas moins de 55 millions de consommateurs. L'ALECE n'a cependant pas réussi à jouer le rôle de puissant catalyseur pour le commerce régional, en déclin depuis deux ans. Comme nous l'avons déjà dit, le principal partenaire commercial des Balkans occidentaux est l'UE, avec plus de 76% du total des échanges de la région. La part de celle-ci dans les échanges commerciaux globaux de l'Union était de 1,3% en 2016, dont 0,59% pour la Serbie, suivie de la Bosnie-Herzégovine (0,26%), l'ex-République yougoslave de

⁷ Le « format 16+1 » est une initiative de la République populaire de Chine visant l'intensification et l'expansion de la coopération avec onze États membres de l'UE et cinq pays des Balkans (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Monténégro, Pologne, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, l'ex-République yougoslave de Macédoine) dans les domaines des investissements, des transports, de la finance, des sciences, de l'éducation et de la culture (Ministère des affaires étrangères de la République de Lettonie, 2017).

Macédoine (0,24%), l'Albanie (0,12%), le Monténégro (0,03%) et le Kosovo (0,03%) (Commission européenne, *Trade website*)

59. Pour renforcer le partenariat régional, les dirigeants du processus de coopération de l'Europe du Sud-Est (PCESE) ont établi un cadre de coopération, le Conseil régional de coopération (CRC). Visant à promouvoir l'intégration européenne et euro-atlantique, ce cadre a succédé au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est de l'UE. Le CRC a pour ambition d'établir d'étroites relations de travail dans toute une série de domaines, tels que le développement économique et social, l'énergie et les infrastructures, la justice et les affaires intérieures. Cette large approche de la coopération régionale se reflète dans l'ambitieuse stratégie SEE 2020 axée sur la lutte contre le chômage, le commerce intrarégional, la croissance du PIB et l'efficacité des services publics. L'ordre du jour du CRC vise à refléter le solide soutien des citoyens en faveur d'une plus grande coopération régionale. D'après le Baromètre des Balkans 2016 du CRC, plus des trois quarts des habitants de la région estiment en effet que la coopération régionale peut contribuer à la prospérité des Balkans occidentaux.

60. Il convient également de noter que l'UE et les gouvernements membres militent fermement en faveur de l'accession des pays de la région à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Monténégro en sont déjà membres, depuis 2000, 2003 et 2011 respectivement, tandis que la Serbie et la Bosnie-Herzégovine négocient les termes de leur adhésion. Une fois que tous ces pays feront partie de l'OMC, cela signifiera qu'ils auront accepté les normes et les règles du système commercial mondial. Cela pourrait aider à promouvoir un niveau plus élevé d'intégration régionale, tout en faisant progresser le processus d'intégration européenne et de développement d'un profil commercial mondial pour la région.

VII. LA CRISE MIGRATOIRE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX

61. La crise de la migration de masse de ces deux dernières années a suscité un regain d'intérêt pour ce qu'il est convenu d'appeler la route des Balkans occidentaux⁸. En 2015, la région a enregistré 764 000 cas de franchissement illégal des frontières par des migrants, soit 16 fois plus qu'en 2014 (Frontex). Avec le soutien des pays occidentaux, les pays des Balkans occidentaux sont aujourd'hui parvenus à limiter le nombre de ces passages illégaux. Les lourdes contraintes liées aux flux migratoires entraînent cependant une aggravation des tensions politiques et économiques dans la région (Lange, 2016).

62. La crise a connu son point culminant en 2015, lorsque la Hongrie a fermé sa frontière avec la Serbie, qui a alors dérouter les migrants vers sa frontière avec la Croatie. L'accord conclu entre l'UE et la Turquie a radicalement réduit le flux de demandeurs d'asile vers l'Europe, mais des milliers d'entre eux séjournent dans des camps situés dans les Balkans occidentaux, où ils sont pris au piège d'un imbroglio juridique et humanitaire. Soixante-deux mille personnes se trouvent en Grèce et quelque 8 000 vivent dans des camps en Serbie. Dans toute la région, les conditions de vie réservées à ces migrants sont difficiles (Squires). L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a expliqué aux membres de la sous-commission que la Serbie avait répondu à la crise avec compétence et générosité et ce, dans des conditions extrêmement difficiles et qu'elle avait activement coordonné sa réponse avec ses voisins. Cependant, la situation est complexe et le gouvernement serbe, comme les Nations unies, œuvrent sur les dossiers des personnes qui ne remplissent pas les conditions d'asile pour qu'elles puissent rentrer dans leur pays. Environ un million de migrants ont transité par la région et quelque 6 000 migrants sont restés en Serbie et ont reçu une aide de la part de l'État serbe, de la communauté internationale et de diverses ONG.

⁸ La route des Balkans occidentaux rassemble deux flux migratoires qui convergent vers l'Espace Schengen : l'un passe par les Balkans occidentaux, l'autre rassemble les migrants entrés dans l'UE via la Turquie, la Grèce ou la Bulgarie.

63. Le flux des réfugiés suscite des réactions particulièrement chargées d'émotion dans une région qui a connu des mouvements d'une ampleur similaire lors des guerres du début des années 1990. On recense encore 142 000 réfugiés et personnes déplacées internes qui n'ont pas regagné leur foyer à la suite des guerres des Balkans des années 1990. (Lehne) Certains franchissements illégaux de frontières se poursuivent dans les Balkans occidentaux et la frontière entre la Grèce et l'ex-république yougoslave de Macédoine suscite des préoccupations particulières. La Bosnie-Herzégovine, par exemple, reconnaît ouvertement qu'une nouvelle vague de migrants pèserait très lourdement sur son économie fragile. Si elle peut gérer les flux de migrants en transit, elle n'est pas préparée à gérer un important afflux de personnes demeurant dans le pays. La barrière récemment édiflée entre la Serbie et la Hongrie pourrait rediriger les migrants vers la Bosnie-Herzégovine, ce qui mettrait à rude épreuve la capacité financière et la stabilité politique de celle-ci. Deux-cent dix-huit illégaux seulement sont entrés en Bosnie en 2016, mais on ne peut s'appuyer sur ce chiffre pour établir des prévisions quant à l'avenir (Spaic).

64. Enfin, la migration de masse incontrôlée offre la possibilité à certains habitants des Balkans occidentaux de migrer en Europe occidentale de manière irrégulière. Cette situation est alarmante, car elle reflète le manque de confiance en l'avenir ressenti par tous ceux qui souffrent du malaise économique dans la région. À tout le moins, elle attire l'attention sur la nécessité de redoubler d'effort en matière de réformes, afin de saisir les opportunités qui se présentent dans des pays où trop nombreux sont ceux qui commencent à perdre espoir. Elle traduit en outre clairement les aspirations européennes de la région. Si l'Ouest ne vient pas à eux, il se peut que les citoyens des Balkans occidentaux viennent à lui. À cet égard, ce mouvement migratoire représente l'expression à la fois d'une frustration et d'une aspiration. Il appartient désormais à la région et à ceux qui la soutiennent de décider quelle voie choisir.

VIII. CONCLUSIONS

65. Les Balkans occidentaux sont pris dans un cercle vicieux d'affrontements politiques, de captation de l'État, d'accords boiteux de partage du pouvoir et d'une communauté euro-atlantique qui semble de plus en plus lointaine. Naturellement, l'intégration euro-atlantique n'est pas une panacée face à tous les défis auxquels la région est confrontée, mais l'UE et l'OTAN fournissent le genre de soutien institutionnel et les mesures incitatives qui permettraient de donner à l'idée de démocratie libérale une chance de s'épanouir dans la région. Ces deux institutions doivent demeurer fortement impliquées pour que les Balkans occidentaux puissent progresser vers la stabilité politique, la sécurité et la prospérité. Et au-delà de cela, elles doivent également offrir une véritable perspective d'adhésion aux pays qui répondent à toutes les conditions.

66. Comme nous l'avons dit dans ce rapport, les Balkans occidentaux ne sont pas à l'abri des dangers liés à la désinformation et aux campagnes de déstabilisation qui marquent désormais de leur empreinte les politiques étrangère et militaire de la Russie. Celle-ci n'a que peu à offrir à la région en termes de possibilités économiques ou d'édification d'une stabilité durable : rares sont les migrants des Balkans occidentaux qui partent pour Moscou ou Saint-Pétersbourg. Les Balkans occidentaux sont économiquement, politiquement et socialement vulnérables et, comme l'a récemment déclaré un universitaire, « les Russes considèrent les Balkans comme le point faible de l'Ouest et l'utilisent pour peser de tout leur poids et faire étalage de leur puissance à moindre coût » (Surk). Manifestement, la Russie jouera un rôle dans les économies de la région, mais ses propres difficultés économiques, qui sont loin d'être négligeables, démentent la notion répandue dans les Balkans occidentaux suivant laquelle elle constitue une puissance économique rivalisant avec l'UE et les États-Unis. Cela ne fait que mettre en évidence l'inquiétante distorsion entre perception et réalité et devrait inciter les gouvernements, les institutions publiques et les médias de la région à multiplier les efforts pour mieux faire concorder impressions et faits. L'UE et ses gouvernements membres ont clairement un rôle à jouer en la matière. L'OTAN, pour sa part, doit en faire davantage pour corriger les malentendus à propos de son rôle et de son objectif. Ce point

est particulièrement important en Serbie, où l'opinion publique adopte une attitude de plus en plus négative envers l'Alliance, sur la base de demi-vérités répandues par les médias.

67. Il est d'ailleurs beaucoup plus facile d'enflammer cette région que l'Europe occidentale ou l'Amérique du Nord et la Russie en est venue à considérer les agitateurs nationalistes comme des alliés naturels. Il est toujours très dangereux d'utiliser l'identité ethnique comme arme, où que ce soit, mais surtout dans une région récemment ravagée par une guerre confessionnelle et ethnique. Cette tactique particulière facilite en outre la captation de l'État dans la région, où de petits groupes exploitent habilement les peurs et la méfiance pour asseoir leur emprise sur le pouvoir. Des efforts constants sont nécessaires pour contrer des politiques de ce genre, atténuer les tensions qui ne cessent de s'accroître depuis quelques années, et mettre en place des coalitions reposant sur une volonté de réformes économiques, d'édification de la démocratie et d'intégration européenne. La tâche n'est guère aisée, mais les ambitions devraient être claires et rassembler les réformateurs et ceux qui, au sein de la communauté internationale, partagent ces objectifs et comprennent qu'il s'agit de la seule façon d'aller de l'avant pour cette région encore troublée.

68. Cela oblige aussi l'UE et l'OTAN, de même que des alliés clés comme les États-Unis, à maintenir leur ferme engagement envers la région, afin de fournir un cadre par le biais duquel des acteurs régionaux pourront promouvoir les réformes démocratiques et parvenir à une plus large réconciliation. Il y aurait lieu d'accorder un soutien accru à la réforme judiciaire et de ne pas ménager ses efforts pour promouvoir des médias plus indépendants, capables de révéler au grand jour les pratiques de gouvernements qui préfèrent laisser dans l'ombre une part importante de leurs activités. À terme, les citoyens des Balkans occidentaux doivent développer leur propre capacité de vigilance sur ces questions. Ils ont toutefois aussi besoin de bonnes informations et de cadres pour un engagement constructif de la société civile. Lutter contre la corruption et une bonne gouvernance sont tout simplement impossibles en l'absence de l'engagement d'une société civile bien informée par des médias actifs et indépendants.

69. L'un des plus gros risques pour la région, voire pour les démocraties occidentales en général, réside dans la notion intrinsèquement contradictoire de démocratie intolérante, associant une concentration du pouvoir dans les mains de quelques personnes aux idéologies nationalistes et une politique économique ostensiblement libérale. Une combinaison de ce genre est dangereuse pour la région, contraire aux valeurs européennes et démocratiques, tout en représentant une voie sans issue pour les Balkans occidentaux. L'autoritarisme n'est pas une formule gagnante pour les Balkans, où le problème réside dans l'absence, plutôt que dans une surabondance de démocratie. Or, de telles notions sont encore alimentées par des préoccupations liées à l'importation d'interprétations plus radicales de l'islam dans la région, et c'est là aussi que réside le problème. Sans oublier celui des combattants étrangers qui se rendent en Syrie et ailleurs pour se joindre aux forces radicales combattant au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Des efforts sont en cours pour développer des programmes de déradicalisation, mais ils ne sont pas suffisants. Ces groupes représentent une menace pour la région, encore aggravée dans la mesure où elle inspire des réactions nationalistes violentes qui alimentent des politiques populistes et anti-démocratiques (Mandaci). Il est salutaire que la communauté islamique dans un pays comme la Bosnie-Herzégovine ait un chef reconnu comme pilier de la foi et une structure organisationnelle raisonnablement centralisée, dédiée à la lutte contre l'extrémisme violent et encourageant la tolérance.

70. La corruption et les questions d'État de droit demeurent un grave problème dans les Balkans occidentaux, un problème qu'il convient impérativement de résoudre sur la voie de l'accession à l'UE. Les systèmes politiques de la région doivent devenir plus transparents et plus responsables de leurs actes. Les médias ont potentiellement un rôle important à jouer, mais lorsqu'ils sont contrôlés par les élites politiques et économiques rassemblées au sein de réseaux de favoritisme, leur pouvoir potentiel est limité. Il s'agit là d'une autre raison pour laquelle une réforme des médias est essentielle. Il est également possible de mettre en place des approches régionales de la lutte contre la corruption, telles que le partage des informations et l'adoption de bonnes pratiques.

La réforme judiciaire est, elle aussi, fondamentale. D'aucuns dénoncent le fait que, bien trop souvent, les juges renforcent la captation de l'État, ne rendent pas une justice impartiale, ne veillent pas à l'exécution des contrats, etc. Cela est préoccupant, non seulement pour les réformateurs démocratiques, mais également pour les investisseurs potentiels, qui doivent pouvoir faire confiance aux tribunaux dans la gestion des risques.

71. La foi dans les institutions politiques et sociales des Balkans occidentaux vacille, ce qui renforce l'attrait de dirigeants forts, pour qui le processus d'édification d'un consensus démocratique prend trop de temps. Pour ces dirigeants, la démocratie n'est pas une fin en soi ; elle ne représente qu'un moyen de consolider l'autorité dans les mains de ceux qui croient que les problèmes très complexes ne peuvent être résolus que par quelques rares élus. Inutile de dire qu'il s'agit là d'une notion extrêmement dangereuse, qui doit être combattue par ceux qui, dans la région et au-delà, défendent des sociétés ouvertes et transparentes, des réformes démocratiques et le libre marché, et qui condamnent sans équivoque tout acte sapant les coopérations transfrontalière et transcommunautaire, la démocratie, ainsi que le développement de la société civile et l'engagement envers cette dernière. Il demeure donc essentiel de soutenir les outils permettant d'instaurer un dialogue et des institutions démocratiques. Il est tout aussi impératif que les dirigeants actuels et futurs de ces sociétés soient pleinement conscients de la manière dont cela fonctionne dans les pays occidentaux. L'eupéanisation doit aller de pair avec la démocratisation, ce qui exigera le développement d'un sens plus aigu du partenariat avec ces pays, faute de quoi on assistera à un éloignement des idéaux démocratiques et d'intégration plus important encore (Feilcke). De toute évidence, les pays d'Europe occidentale qui n'appartiennent pas à l'UE ou qui la quittent mais demeurent des partisans convaincus du libre marché, de la démocratie et de la coopération internationale ont un rôle à jouer en la matière. Pour répondre aux préoccupations engendrées par les abus de pouvoir, le contrôle des médias et l'intimidation des électeurs, la surveillance intensive des élections par des observateurs internationaux devrait demeurer une priorité dans toute la région et inclure l'examen des campagnes électorales.

72. Il est crucial de faire comprendre aux gouvernements et aux citoyens de la région que la communauté euro-atlantique est une communauté de valeurs démocratiques et qu'elle accorde une grande importance au libre marché, à la solidarité sociale et à la bonne gouvernance. Il n'existe pas d'approche universelle à cet égard, mais ce qui est ou n'est pas démocratique est généralement assez clair. Les principes de liberté d'expression, liberté de la presse, droit des coalitions majoritaires à former des gouvernements, développement d'une société civile autonome, liberté et tolérance religieuses, contrôle démocratique des forces armées, normes de bonne gouvernance rendant la corruption difficile, et règles de marché permettant aux acteurs économiques de faire jeu égal figurent parmi les normes essentielles que ces pays doivent chercher à adopter et à préserver ; qu'ils espèrent accéder ou non à l'UE ou à l'OTAN, un choix qui, *in fine*, leur appartient. Il ne peut y avoir aucun compromis en la matière. La communauté internationale, l'UE, l'OTAN et leurs États membres doivent, pour leur part, apporter un soutien critique et durable à cette région, afin qu'elle ait davantage de chances de faire siennes ces normes.

73. Il faut aussi redoubler d'effort pour corriger auprès de l'opinion publique le malentendu quant au rôle et à l'objectif d'institutions essentielles telles que l'UE et l'OTAN. Des efforts particuliers sont nécessaires pour mieux communiquer avec les médias. Trop souvent en effet, ceux-ci se fient à des colportages et à de fausses informations sensationnalistes qui commencent à avoir une influence très corrosive sur l'attitude de la population envers les autorités. Le soutien à la promotion d'une presse indépendante et de meilleure qualité est indispensable dans les Balkans occidentaux et les gouvernements doivent se montrer plus francs quant au niveau de coopération et d'intégration économique avec l'Ouest. Lorsque les opinions publiques sont systématiquement mal informées sur la nature de ces relations, une dissonance croissante risque de survenir entre les autorités et les citoyens, une situation à la fois déstabilisante et, en fin de compte, antidémocratique.

BIBLIOGRAPHIE

- Altay Atli, "China in the Balkans: Montenegro and Bosnia Herzegovina open new frontiers", Asia Times, 1er juillet 2016, <http://www.atimes.com/article/china-in-the-balkans-montenegro-bosnia-herzegovina-open-new-frontiers/>
- AP-OTAN, rapport du 94e séminaire conjoint Rose Roth / GSM, Sarajevo, Bosnie-Herzégovine 20-24 mars 2017
- AP-OTAN, rapport de la visite de l'ESCTD en Serbie, 12-14 juin 2017.
- B-92, "EU publishes "common position," document on chapter 35, b-29 on line, 15 décembre 2015.
- Balkans in Europe Policy Blog (BiEPAG), "EU Enlargement in the Western Balkans in a Time of Uncertainty", Policy Brief, Septembre 2016.
- Balkans occidentaux européens, "Markovic at Pace: Montenegro is achieving strategic goals, but populism is trying to bring us back to past," 26 juin 2017, <https://europeanwesternbalkans.com/2017/06/27/markovic-at-pace-montenegro-is-achieving-strategic-goals-but-populism-is-trying-to-bring-us-back-to-past/>
http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/pages/publication15155_en.pdf
- Banque mondiale, Doing Business 2015, "FYR Macedonia once again among the region's highest performers," 29 octobre 2014.
- Bardos, Gordon, N. "Jihad in the Balkans: The Next Generation," World Affairs, September/October 2014, <http://www.worldaffairsjournal.org/article/jihad-balkans-next-generation>
- Belgrade Centre for Security Policy, "Public perception of Serbia's foreign policy, Belgrade Centre for Security policy, 8 mars 2017, http://bezbednost.org/upload/document/public_perception_of_serbias_foreign_policy.pdf
- Belgrade Center for Security Studies briefing to NATO PA Sub Committee on Transition and Development, 14 juin 2017.
- BERD, "Economic Outlook in the Western Balkans," 15 décembre 2016, <https://www.wbif.eu/content/stream/Sites/website/library/WBIF-15thSC-Economic-outlook-WB6.pdf>
- Blagovcanin, Srdjan, Divjak, Boris, "How Bosnia's Political Economy Holds It Back and What to Do About It", John Hopkins University Centre for Transatlantic Studies, 2015.
- Bliznakovski, Jovan, "Macedonia has a new government: What next for the crisis-ridden State," The London School of Economics and Political Science, EUROPP: European Politics and Policy, <http://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2017/06/02/macedonia-has-a-new-government-what-next-for-the-crisis-ridden-state/>
- Blank, Stephen, "Don't forget the Balkans", Chatham House, October and November 2016, <https://www.chathamhouse.org/publications/twt/don-t-forget-balkans>
- Bonomi, Matteo, "Economic governance in the Balkans: Towards a more sustainable path of economic development?", *European Policy Centre*, 10 novembre 2016.
- Commission européenne, "Questions et réponses : la Commission Juncker" Mémo, 10 septembre 2014, http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-14-523_fr.htm
- Commission européenne, *Trade Website* (uniquement disponible en anglais), Western Balkans, <http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/western-balkans/>
- Commission européenne, "The Western Balkans in Transition," European Economy Occasional Papers No. 46, 2009.
- Damiani, Mirella, Uvalic, Milica, "Industrial Development in the EU: What Lessons for the Future Member States?", *Croatian Economic Survey*, vol.16, no. 1, avril 2014.
- De Borja Lasheras, Francisco, Tcherneva, Vessela, Wesslau, Fredrik, "Return to instability: How migration and great power politics threaten the Western Balkans", Policy brief, European Council on Foreign Relations, mars 2016.
- De Borja Lasheras, Francisco, "Europe must not neglect the Western Balkans," European Council on Foreign Relations, 5 septembre 2014, http://www.ecfr.eu/article/commentary_europe_must_not_neglect_the_western_balkans307
- Dempsey, Judy, "The Western Balkans are becoming Russia's New Playground," Carnegie Europe, 24 November 2015, <http://carnegieeurope.eu/strategieurope/?fa=57301>
- Deutsche Welle, "How to deal with democracy in crisis in Southeast Europe," 6 March 2017.

- Dolan, Carl, "EU Anti-Corruption Spending in Western Balkans Not Delivering", Transparency International, EU Office, 13 septembre 2016, <http://www.transparencyinternational.eu/2016/09/eu-anti-corruption-spending-in-western-balkans-not-delivering/>
- Dragojlo, Sasa, "Vucic Not Tackling Serbia's Corruption, Experts Say", Balkan Insight, 8 avril 2016, <http://www.balkaninsight.com/en/article/vucic-s-government-made-no-promised-progress-on-tackling-corruption-04-07-2016>
- European Policies Initiative, "The Catch Up Index," <http://www.thecatchupindex.eu/TheCatchUpIndex/>
- Eurostat, "GDP up by 0.6% in the euro area and by 0.5% in the EU28", 29 avril 2016, <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/7244000/2-29042016-CP-EN.pdf/a6c3bcf4-f79b-4137-a279-ec11e15f9930>
- Feilcke, Adelheid, "How to deal with democracy in crisis in Southeast Europe," Deutsche Welle, 6 mars 2017.
- Financial Times, "NATO and EU Need Grand Strategy To resist Putin Says General," 3 mars 2017.
- FMI, communiqué de presse, "IMF Staff Concludes Visit to Serbia," 6 mars 2017 <https://www.imf.org/en/News/Articles/2017/03/06/pr1771-IMF-Staff-Concludes-Visit-to-Serbia>
- FMI, "The Western Balkans, 15 Years of Economic Transition", Regional Economic Issues, 2015, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/eur/eng/erei0315.htm>
- Freedom House, *Nations in Transit*, 2016, <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2016>
- Frontex, "Western Balkan Route", 2017, <http://frontex.europa.eu/trends-and-routes/western-balkan-route/>
- Gotev, Georgi, "Mogherini to debrief EU Leaders on External Threats to Western Balkans," Euractiv, 6 mars 2017.
- International Republican Institute, "IRI's Center for Insights Poll: Crises in Europe and EU Leave Serbs Turning toward Russia," 21 décembre 2015, <http://www.iri.org/resource/iri%E2%80%99s-center-insights-poll-crises-europe-and-eu-leave-serbs-turning-toward-russia>
- Istraga 24 sporne privatizacije, 29 novembre 2016, <http://rs.n1info.com/a211244/Vesti/Vesti/Istinomer-tajmlajn-Istraga-24-sporne-privatizacije.html>
- Jones, Sam "NATO and EU Need Grand Strategy to resist Putin Says General," Financial Times 3 mars 2017.
- Kapetanović, Amer, Kulundžić, Zoran, "The New Initiative – a New Paradigm? Prospect of a New Balkan Regionalism," Friedrich-Ebert-Stiftung, juin 2009.
- Koleka, Benet, "Albania, Croatia ask NATO to revise Kosovo Peacekeeping Plan," Reuters, 16 février 2017.
- Lange, Sabina, "The Western Balkans: back in the EU spotlight," Brief, *EU/ISS*, mars 2016.
- Lehne, Stefan, "Reconciliation and European Integration," Balkans in Europe Policy Blog, 3 March 2016, <http://www.suedosteuropa.uni-graz.at/biepag/node/54>
- Mandaci, Nazif, "Interregionalism in the making," Mediterranean Politics, 6 mars 2017, <http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13629395.2017.1297031?scroll=top&needAccess=true&>
- McDevitt, Andy, "Fighting Corruption in the Western Balkans and Turkey: Priorities for Reform," Transparency International, 2016.
- Ministère des affaires étrangères de Lettonie, "16+1 Summit has concluded," 10 février 2017, <http://www.mfa.gov.lv/en/policy/multilateral-relations/cooperation-between-central-and-eastern-european-countries-and-china>
- OECD, The Observatory of Economic Complexity Website, MIT, <http://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/srb/>
- ONU DC (*Office des Nations unies contre la drogue et le crime*) , "Corruption in the western Balkans: Bribery as experienced by the population," 2011.
- OTAN, "Les relations entre l'OTAN et la Serbie" http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_50100.htm
- Regional Cooperation Council, "Balkan Barometer 2016," Public Survey," 2016.

- Reuters, "Montenegro, China's Exim Bank agree \$1 billion highway deal", 30 octobre 2014, <http://www.reuters.com/article/montenegro-highway-idUSL5N0SP4BI20141030>
- Reuters, "Albania, Croatia ask NATO to revise Kosovo Peacekeeping Plan," 16 février 2017.
- Salem, Harriet, "Beware of the Russian Bear in the Balkans", The Atlantic Council, 7 décembre 2016, <http://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/beware-of-the-russian-bear-in-the-balkans>
- Samorukov, Maxim, "Is Russia Supporting a Bosnian South Ossetia?", Carnegie Moscow Centre, 4 October 2016, <http://carnegie.ru/commentary/?fa=64763>
- Sanfey, Peter, Milatović, Jakov, Krešić, Ana, "How the Western Balkans can catch up?", European Bank for Reconstruction and Development, Working paper no. 185, janvier 2016.
- SEENews, "Albania to ask EU to open accession talks soon after June 25 vote," 26 mai 2017 <https://seenews.com/news/albania-to-ask-eu-to-open-accession-talks-soon-after-june-25-vote-570088>.
- Southeast European Leadership for Development and Integrity, "Countering Energy Governance and State Capture Risks In The Western Balkans And Turkey", Policy Brief no.5, juillet 2016.
- Spaic, Igor, "Bosnia says migrant wave would strain capacities," Balkan Insight, 7 mars 2017.
- Stojanovic, Sonja, Briefing to the NATO PA Delegation at the Belgrade Centre for Security Policy, 14 juin 2017.
- Squires, Nick, "A year on from EU-Turkey deal, refugees and migrants in limbo commit suicide and suffer from trauma," The Telegraph, 14 mars 2017, <http://www.telegraph.co.uk/news/2017/03/14/year-eu-turkey-deal-refugees-migrants-limbo-commit-suicide-suffer/>
- Surk, Barbara "Russia stirs friction in Balkans as NATO keeps an uneasy Peace," The New York Times, 19 février 2017.
- Taleski, Dane, "Macedonia in 2016: Resolving or reinforcing the political crisis? ," Balkans in Europe Policy Blog, 18 janvier 2016, <http://www.suedosteuropa.uni-graz.at/biepag/node/196>
- The Economist, "Russia appears to cause trouble in the Balkans," 4 novembre 2016 <http://www.economist.com/news/europe/21709635-few-independent-media-outlets-truth-can-prove-elusive-russia-appears-cause>
- The Economist Intelligence Unit, "Why are the western Balkans lagging behind?" 24 March 2015, <http://country.eiu.com/article.aspx?articleid=1453010729&Country=Bulgaria&topic=Economy&subtopic=Regional+developments&subsubtopic=Economic+growth>
- The Guardian, "Kremlin rejects claims Russia had role in Montenegro coup plot," 20 février 2017.
- Transparency International, Bosnia and Herzegovina, Overview of corruption and anti-corruption measures, Transparency International, Bosnia and Herzegovina.
- Transparency International, "Corruption Perceptions Index 2016", 25 janvier 2017, http://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016#regional
- Transparency International, "Global Corruption Barometer", 2013, <http://www.transparency.org/gcb2013/country/?country=serbia>
- Transparency International, "Western Balkans and Turkey: New Report shows political elites wield too much power," <https://www.transparency.org/files/content/corruptionqas/2014-16.pdf>
- Tunali, Cigdem Borke, "An Overview of External Imbalances in the Western Balkan Countries," 23 June 2015, <http://blogs.lse.ac.uk/lsee/2015/06/23/an-overview-of-external-imbalances-in-the-western-balkan-countries/>
- Van Ham, Peter, Gridlock, Corruption and Crime in the Western Balkans, Why the EU must Acknowledge its Limits, Clingendael Report, octobre 2015, <https://www.clingendael.nl/sites/default/files/Gridlock%20Corruption%20and%20Crime%20in%20the%20Western%20Balkans.pdf>
- Voices of Liberty, "Western Balkans: The Case of a 'Glass Half-Full'", 28 décembre 2015, <https://voicesofliberty.com/2015/12/28/western-balkans-the-case-of-a-glass-half-full/>
- Zeneli, Valbona, "Economic Development in the Western Balkans: On the Road to Competitive Market Economies?", *Connections: The Quarterly Journal*, vol.13, no.4, automne 2014.
- Zeneli, Valbona, "Western Balkans: Stalled on Europe's Edge", *The Globalist*, 10 juin 2015.